

À Heugueville, les parents d'élèves inquiets et mobilisés pour éviter la fermeture d'une classe



Dimanche 3 juillet 2022 les élus, les parents d'élèves et les enfants se sont rassemblés devant les portes de l'école d'Heugueville pour le maintien d'une classe. Ouest-France

Les parents d'élèves du regroupement pédagogique intercommunal (RPI) d'Heugueville-sur-Sienne-Bricqueville-la-Blouette-Tourville-sur-Sienne (Manche) sont inquiets depuis janvier, lorsqu'ils ont appris la possible fermeture d'une classe. Dimanche 3 juillet 2022, ils ont dit leur colère et souhaitent le maintien de la classe menacée !

Depuis janvier 2022, les familles des 104 élèves, les enseignants, les élus sont à la manœuvre pour éviter la fermeture d'une classe annoncée à Heugueville (Manche).

La décision finale sera connue fin août

Ce regroupement pédagogique intercommunal (RPI), l'un des premiers dans la région est né en 1989 et a contribué au dynamisme durable sur le plan scolaire. «On nous a dit que rien n'était acté, qu'il fallait voir et compter et que nous saurions fin août. Rien de plus anxiogène pour nos élèves et les familles. Les familles, face à cette incertitude,

vont-elles attendre, inactives, la décision du rectorat, de Pascale Borgnon, inspectrice et de madame Bodin directrice académique ? On les envoie direct vers le privé et on réduit le nombre d'élèves potentiels du RPI», relatent les enseignants et les parents.

Les trois maires des communes concernées ne sont pas restés inactifs. Ils étaient d'ailleurs présents lors du rassemblement dimanche 3 juillet 2022 au matin devant les portes de l'école : Rodolphe Jardin, maire de Bricqueville, Pierre Vogt, maire de Tourville et Richard Macé, maire d'Heugueville. «On a rencontré notre député, Stéphane Travert, qui devait intervenir auprès des services académiques, on a demandé un rendez-vous à l'inspectrice qui a pour l'instant un planning trop chargé. Les services de la communauté de communes Coutances Mer et Bocage (CMB) piétinent» indiquent les élus très remontés.

« Jacky Bidot, président de la CMB faisait partie du clan de ceux qui voulaient récupérer la compétence «Écoles». Aujourd'hui il est devenu l'exécuteur des basses œuvres de l'État » confie Pierre Vogt, très amer par ces changements de braquets politiques.

Le nombre d'élèves par classe pourrait augmenter

«Nous avons aujourd'hui 104 élèves et sept tout-petits mais ceux-là ne comptent pas ! Avec 104, on garde une classe. En en perdant une, on augmente considérablement le nombre d'élèves par classe, notamment en CP et CE1. Or les instructions ministérielles récentes indiquent que ces deux classes ne devront pas avoir plus de 24 élèves chacune. En supprimant la nôtre nous en aurions 27 ! Cherchez l'erreur », indique une enseignante, plutôt bonne en calcul.

On ne peut imaginer une inspectrice avec des lacunes dans cette discipline ! La décision positive tiendrait la route mais rien n'est moins sûr, «il faut faire des économies, fermer une classe. La CMB partage cet avis et n'a pas plaidé pour nous », indique Pierre Vogt.

Avec la fin de la gratuité du transport scolaire elle prend le risque de décourager les parents d'inscrire leur enfant. Et donc de contribuer subtilement à la suppression d'une classe.